



**TRANSLATION OFFICE**

ADLIEH-DAMASCUS ROAD-BEIRUT.

☎: 01/616291 - FAX : 01/616292 – MOBILE : 78/866181

E MAIL : [MAALOUFTRANSLATION@HOTMAIL.COM](mailto:MAALOUFTRANSLATION@HOTMAIL.COM)

Les avocats d'Appel Jad Othman Tohme et Najib Naji Farhat

A l'assemblée Générale de l'honorable Cour de Cassation

Intenter un procès concernant la responsabilité résultant des activités pratiquées par les juges  
avec la demande de suspension d'exécution

présenté par

Le plaignant : Dr. Rami Ollaik, par procuration des avocats Jad tohmeh, Najib Farhat, Georges Keyrouz, Samantha Hajjar et Georges Khater

(En vertu des deux procurations attachées, document no. 1 et 2)

Contre

Le défendeur : l'Etat Libanais

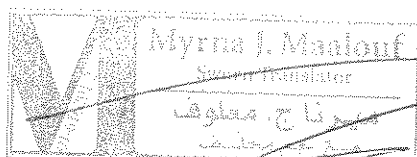
Représenté par le Président de la Commission des affaires judiciaires au ministère de la Justice.

La partie qui doit être informée : l'Association du Barreau à Beyrouth.

La Décision, objet de la plainte : la Décision publiée par la Cour d'appel civile à Beyrouth, onzième Chambre, chargée d'examiner les affaires reliant aux loyers et aux guildes, composée du Président Ayman Owaidat, les deux consultants Hussam Atallah et Carla Maamari ainsi que les deux membres de l'Association du Barreau à Beyrouth, Abdo Lahoud et Maysam Younes, sous le numéro 3/2024 le 18/01/2024 (fond no. 26/2023) qui a arrêté ce qui suit :

- 1- L'acceptation de l'appel en la forme.
- 2- Le refus de l'appel au fond et confirmer la Décision attaquée.
- 3- Le refus de tous les motifs ou les demandes supplémentaires ou contraires.
- 4- La confiscation de l'assurance et l'inclusion des frais, dépenses et rémunérations.

(Copie conforme attachée, document no. 3)



20 MARS 2024

**Objet et base juridique du procès : la faute lourde (article 741, clause (4) du Code des Procédures civiles).**

**En premier lieu : dans les faits :**

- 1- Le 02/03/2023, le Conseil du Barreau à Beyrouth a publié une Décision de radier administrativement le Plaignant Dr. Rami Ollaik de la liste générale d'avocats.
- 2- Vu les violations graves de la Décision mentionnée en la forme, puisqu'il n'a pas la capacité d'exprimer sa défense et de confronter le Conseil syndical pour sa radiation, et puisque le Conseil syndical a outrepassé sa compétence fonctionnelle et a violé le principe du "droit de légitime défense". Ce fait nous rend contre la loi sur la réglementation de la profession d'avocat, en particulier les articles 59, 98 et 108, ainsi que la violation de la Constitution Libanaise, l'article 10 de la Déclaration universelle des droits de l'Homme ainsi que l'article 14 du Pacte international reliant aux droits civils et politiques. En plus, il n'existe aucune preuve qui montre que le Plaignant a commis un acte illicite qui pousse le Conseil de Barreau à Beyrouth de prendre la décision de radier administrativement le Plaignant de la liste générale d'avocats. En cette raison, le Plaignant a contesté la Décision en date du 29/03/2023 auprès de la Cour d'appel civile à Beyrouth chargée d'examiner les affaires syndicales, conformément aux dispositions de l'article 79 de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat numéro 8/1970 datée le 11/03/1970 et ses amendements concernant le procès ayant comme numéro de fond 26/2023 en demandant d'accepter l'appel en la forme et au fond et de résilier la Décision contestée, de l'annuler, de la considérer comme n'étant pas et d'annuler tous ses effets pour les motifs présentés par lui.
- 3- Le 18/01/2024, la Décision reprochée du Plaignant a été implicitement publiée et basée sur de fautes lourdes commises par la Cour, d'où ce procès.

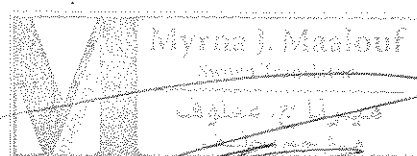
**En second lieu : dans la loi :**

**1- En la forme:**

Attendu que le présent procès respecte le délai légal et conforme toutes les conditions en la forme stipulées dans l'article 741 et ce qui suit du code des Procédures civiles, et par conséquent, ce procès est approuvé en la forme.

**2- Au fond:**

Attendu que l'article 741 du code des Procédures civiles autorise l'Etat à revendiquer la responsabilité des activités des juges, qu'ils soient en charge du jugement ou de l'enquête ou du parquet dans toutes les situations dans lesquelles les plaignants autorisent une disposition spéciale ainsi que dans plusieurs situations y compris "la faute lourde qu'un juge qui s'occupe de ses obligations, une occupation ordinaire, ne doit pas commettre", conformément aux stipulations de la clause (4) de cet article.



20 MARS 2024

Attendu que la Cour d'appel civile à Beyrouth, onzième Chambre, chargée d'examiner les affaires syndicales, composée du Président Ayman Owaïdat, les deux consultants Hussam Atallah et Carla Maamari ainsi que les deux membres de l'Association du Barreau à Beyrouth, Abdo Lahoud et Maysam Younes, a commis des fautes Lourdes dans sa Décision reprochée publiée le 18/01/2024 contre le présent plaignant Dr. Rami Ollaik, et ces fautes sont présentées comme suit :

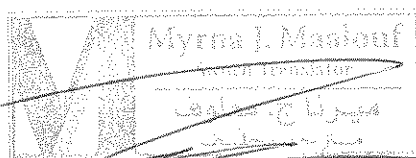
- a- dans la faute lourde de la violation de la Décision reprochée la hiérarchie des normes juridiques stipulée dans l'article 2 du code des Procédures civiles ainsi que son exécution du parallélisme des forms d'une façon inadéquate et sa consécration du pouvoir du Conseil syndical de radier administrativement l'avocat en l'absence de procédure disciplinaire malgré l'absence de toute base juridique de cette autorité et puisque la loi a indiqué les provisions et la façon de radier l'avocat et en limitant cela à la voie disciplinaire:

Attendu que la Cour d'appel civile à Beyrouth avec sa Chambre syndicale a déduit par sa Décision reprochée que le Conseil du Barreau à Beyrouth a le droit de publier la décision reliant à la radiation administrative d'un avocat qui travail et qui est enregistré dans la liste générale en se basant sur les dispositions du Statut intérieur du Syndicat et en appliquant le parallélisme des forms puisque le Conseil syndical ayant le pouvoir d'enregistrer les avocats qui travaillent dans la liste syndicale, a le droit de le radier lors de la disparition des conditions d'appartenance au Syndicat mentionnées dans l'article 5 de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat no. 8/1970 et ses amendements.

Attendu qu'il est connu que la loi sur la réglementation de la profession d'avocat est une loi publiée par le Conseil Du Barreau à Beyrouth alors que le Statut intérieur du Syndicat puise ses dispositions et ses pouvoirs contraignants, dispositions de l'article 59 de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat no. 8/1970 et ses amendements qui ont accordé le Conseil Syndical dans la clause (2) le pouvoir de : "mettre le Statut intérieur du Syndicat et son amendement ainsi que les régulations reliant au Syndicat" à noter que le Conseil Syndical n'a pas le pouvoir d'imposer des sanctions ou des pouvoirs d'injonction supplémentaires qui ne sont pas accordés par le législateur.

Attendu qu'il est certainement prouvé que chaque réglementation ou Décision prise par le Conseil du Barreau à Beyrouth, doit être sous l'ombre de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat, et il est interdit de violer ou enfreindre cette loi dans toutes les circonstances en respectant la hiérarchie des normes juridiques stipulée dans l'article 2 du code des Procédures civiles qui stipule ce qui suit : "les Cours doivent respecter le principe de la hiérarchie des normes".

Attendu que, dans ce cadre, la Cour d'appel civile, onzième Chambre chargée d'examiner les affaires syndicales, a ultérieurement publié des Décisions en refusant de donner les Décisions publiées par les Conseils Disciplinaires dans l'Association du Barreau, la forme des décisions appliquées car le Statut intérieur a violé les dispositions de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat, mais



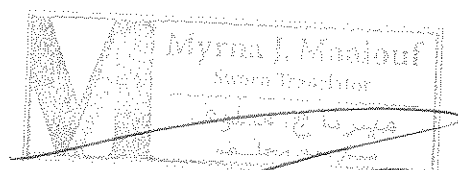
20 MARS 2024

cette même Cour a consacré le pouvoir du Conseil syndical de radier administrativement l'avocat en l'absence du comportement disciplinaire en imposant la sanction de la radiation administrative qui prend la place de la peine de mort professionnelle en l'absence d'une disposition législative permettant au Conseil Syndical cela. Il est entendu que la doctrine générale montre qu'il n'existe aucune sanction sans disposition, en d'autres termes, la disposition législative publiée par le Conseil des Représentants et non pas par le Statut intérieur que le Conseil de l'Association du Barreau, formé de 12 membres se réunissent pour le confirmer conformément à l'article 59, clause (2) de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat. Il est connu qu'il est interdit de choisir une sanction que dans les conditions prévues par la loi, et par les stipulations de l'article 8 de la constitution pour la consécration du principe de légalité des délits et des peines et qui est appliqué dans n'importe quel domaine punitif ou d'injonction que ce soit pénal ou disciplinaire. A la lumière de cela, il est évident d'ajouter qu'il est impossible de déduire aucune sanction en se basant sur le parallélisme des forms, puisque la loi a soigneusement indiqué comment enregistrer les avocats dans les listes de l'Association du Barreau et comment les radier en s'aidant de la voie disciplinaire stipulée dans l'article 96 et ce qui suit, comme la loi sur la réglementation de la profession d'avocat no. 8/1970 avec ses amendements où la radiation de la liste de l'Association est considérée une sanction disciplinaire maximale imposée sur un avocat conformément à l'article 99, clause (4) de cette même loi, et donc, la loi n'est pas exempte des provisions concernant les bases et comment radier l'avocat pour combler ce manque en recourant aux principes généraux comme le parallélisme des forms en se basant sur les dispositions de l'article 4 du Code des Procédures Civiles. Le recours à cette règle permet d'enfreindre la loi en portant atteinte aux pouvoirs et autorités du Conseil disciplinaire.

D'après tout ce qui est susmentionné, on peut déduire que la décision de la Cour d'appel est fondée sur les dispositions du Statut intérieur du Syndicat du Barreau à Beyrouth, ainsi qu'on peut déduire d'après le parallélisme des forms pour la consécration du pouvoir du Conseil syndical de radier administrativement le Plaignant et n'importe quel autre avocat et par conséquent la certification de la Décision malgré son absence ainsi que l'absence de tout fondement juridique, et elle a commis une faute lourde pour sa violation flagrante et le mépris de la règle de la hiérarchie des normes juridiques et le principe de la légalité des sanctions (violation des dispositions des articles 2 et 4 du Code des Procédures Civiles et l'article 8 de la Constitution), en plus, elle a permis au Conseil syndical de porter atteinte aux pouvoirs et aux autorités du Conseil disciplinaire, voire pratiquer ses pouvoirs, ce qui impose l'annulation de sa Décision reprochée et l'organisation des effets juridiques concernant cette affaire.

**b- Dans la faute lourde reliant à la Décision reprochée sous la forme de régulation en violant les dispositions de l'article 3 du Code des Procédures Civiles :**

Attendu que l'article 3 du Code des Procédures Civiles stipule ce qui suit : « le juge n'a pas le droit de faire des jugements sous la forme des régulations ».

  
Myrna J. Mhalouf  
Sworn Translator  
Beyrouth, Liban

20 MARS 2024

Il est prouvé d'après la Décision reprochée que la Cour d'appel qui a publié cette décision a consacré le pouvoir du Conseil syndical de radier administrativement les avocats et en termes généraux tous les avocats sont requis et non pas le Plaignant seulement, et par conséquent la Décision impliquera une faute lourde sous la forme de régulations en violant l'article 3 du Code des Procédures Civiles, et donc, elle doit être annulée en cette raison et il faut organiser les effets juridiques concernant cette affaire.

- c- **Dans la faute lourde que représente le fait de fonder la Décision reprochée sur des « hypothèses » et non pas sur une « certitude complète » en absence de tout doute et qui doit être présent pour la condamnation dans les affaires disciplinaires et qui est contradictoire au principe de la présomption d'innocence ayant la valeur constitutionnelle :**

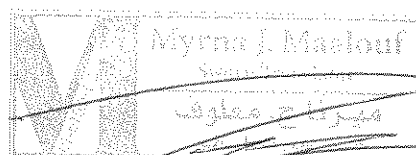
Attendu que la Décision reprochée publiée par l'Association du Barreau à Beyrouth, incluant une Décision administrative de radier le registre du Plaignant, Dr. Rami Ollaik de la liste d'avocats.

Attendu qu'il existe des règles et des garanties lors de la sanction contre n'importe quelle personne, consacrées par la jurisprudence administrative et elles sont devenues applicables dans toutes les affaires et même celles qui sont reliées aux travailleurs et employés n'appartenant pas à l'administration générale, en considérant que les principes du procès équitable et les droits de défense représentent des droits naturels et doivent être appliqués sur toute personne ou assemblée qui prend des mesures d'injonction ou même des mesures affectant les droits d'autrui.

Aucune autorité ne semble a priori échapper au respect de ces exigences procédurales lorsqu'elle est amenée à prendre une décision au détriment d'autrui. Enfin, les puissances privées, qu'on désignera ainsi, faute de mieux pour l'instant, ne sont pas à l'écart de ce mouvement de procéduralisation de notre droit. En un mot, chaque fois qu'une personne, qu'elle soit publique ou privée, physique ou morale, exerce un pouvoir au détriment d'autre elle est susceptible d'être contrainte dans son action par une exigence procédurale ».

- ***Droit processuel, Droit commun du procès, Serge Guinchard, Monique Bnadrac, Xavier Lagarde et Méline Douchy, Précis Dalloz, Edition 2001, N 630.***

Attendu que la règle dans les affaires visant à imposer des sanctions aux personnes, c'est que l'autorité qui a arrêté cela, doit prendre la charge de le prouver et cette autorité doit présenter un dossier complet contenant une explication claire et objective avec les éléments de preuve qui forment le fond de cette Décision.

  
Myrno J. Maelouf  
ميرنو ج. معلوف

20 MARS 2024

Par le biais de la communication au juge du dossier et des motifs de l'acte litigieux, le charge de la preuve revient, en partie à l'administration, celle-ci préalablement à toute condamnation, doit réunir les éléments d'informations nécessaires, pour fonder sa décision.

George Dellis : droit pénal et droit administratif- L.G.D.J numéro 486.

Pour cette raison, toute sanction doit être imposée en se basant sur des fautes disciplinaires complètement statiques et il ne suffit pas de se baser uniquement sur des constatations.

A revoir :

- Le Conseil d'Etat, Décision numéro 561/2007-2008, datée le 30/05/2008, Majed Owaidat/ L'Etat.

Attendu que la règle susmentionnée provient de la règle de la présomption d'innocence appliquée dans les procédures pénales sous lesquelles l'autorité pénale chargée d'inculpation, prend la charge de preuve. Cette règle est aussi appliquée dans les procédures administratives injonctives ou punitives, et l'autorité administrative est chargée de rassembler les éléments principaux de preuve à l'appui de ses décisions.

La conséquence principale de la présomption d'innocence dans la procédure pénale est de faire reposer le fardeau de la preuve sur l'autorité pénale de l'accusation...

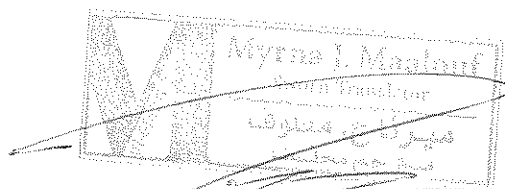
Par contre, avant l'infliction de la sanction, la présomption d'innocence peut et doit trouver une place dans la procédure administrative répressive... de toute façon, la présomption de légalité ne concerne que des actes déjà produits, elle est donc étrangère à la phase préalable à l'édiction de l'acte administratif répressif, au cours de laquelle l'administré poursuivi peut théoriquement jouir de la présomption d'innocence.

En somme, pour apprécier si la garantie en question est respectée en procédure administrative répressive, il est opportun de limiter la comparaison avec la procédure pénale à la phase préalable au prononcé de la décision répressive.

Op. cit. Numéro 485 et s

Attendu que la présomption d'innocence interdit l'autorité disciplinaire d'attribuer une charge à la personne concernée en cas de doute ou au cas de l'absence de condamnation puisque la sanction administrative ne peut pas être imposée qu'en se basant sur les fautes disciplinaires complètement statiques et il ne suffit pas de se baser sur les croyances ou les convictions préconçues.

En outre, la présomption d'innocence interdit normalement à l'autorité répressive de retenir une charge à l'encontre de la personne en cas de doute, la règle que le doute profite à l'accusé joue pleinement en droit pénal un principe analogue est, semble-t-il applicable en droit administratif, bien que le juge ne l'évoque pas expressément.



20 MARS 2024

En exigeant que la sanction administrative ne soit prononcée que sur la base de griefs parfaitement établis, sans qu'une simple conviction soit suffisante, le Conseil d'Etat arrive à imposer indirectement l'équivalent de l'adage in dubio pro reo.

Op. cit. Numéro 489

A revoir également :

- Conseil d'Etat, Décision numéro 413/2004-2005, datée le 07/04/2005, Nader Gerges Fakhoury/ l'Etat - l'inspection centrale et le Ministère de l'Education et de l'Enseignement supérieur.

Attendu que le Conseil Constitutionnel libanais, conformément à la Décision numéro 4/2001, datée le 29/09/2001 a arrêté ce qui suit : « le principe de présomption d'innocence est l'un des principes garantis par la Constitution ».

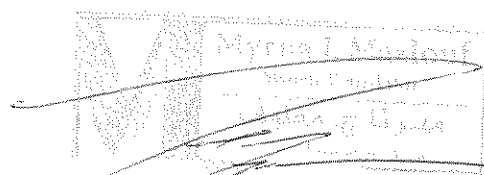
A revoir :

- Le Conseil Constitutionnel, Décision numéro 4/2001, datée le 29/09/2001, demande d'annulation de la loi numéro 359, le 16/08/2001 (amendement de quelques articles du Code des Procédures pénales), publiée dans la Gazette officielle numéro 49, en date du 04/10/2001, p : 4447 et ce qui suit.

Attendu que ce qui est stipulé dans la quatrième clause de la page (13) de la Décision reprochée, ce qui signifie littéralement :

« Il s'est avéré d'après la déclaration déposée dans le dossier par l'Association du Barreau à Beyrouth, que les permis de poursuites donnés à l'appelant qui sont 15, le nombre de requêtes reliés à l'appelant et qui ont été transmis au Conseil disciplinaire et qui sont 9, ainsi que le nombre de requêtes qui sont examinées au jour du 04/10/2023, qui sont 2, que l'appelant se protège de son immunité syndicale des conflits dans lesquels il est impliqué ».

Cette clause montre que la Cour d'appel qui a justifié sa Décision en quelques lignes en le comparant à sa présentation détaillée des actions des parties, a pris sa décision reprochée et le résultat qui s'est terminé par le rejet de l'appel au fond et la confirmation du Conseil syndical de radier le Plaignant de la liste d'avocats en se basant uniquement sur des suppositions et des constatations que ce nombre de requêtes va finalement conduire à la condamnation du Plaignant sachant que le Plaignant a présenté des documents prouvant le rejet de deux requêtes au minimum de ces requêtes qui étaient comme des preuves pour le Conseil syndical et aucune signification n'a été donnée à ces déclarations comme si la personne est condamnée afin de prouver son innocence ce qui est contradictoire aux axiomes des règles et des procédures



20 MARS 2024

régulières comme détaillé ci-dessus qui impose de ne pas organiser des responsabilités comportementales et la sanction disciplinaire qu'à la base de la certitude totale résultant des preuves cohérentes et statiques privées de tout doute conformément au principe de la présomption d'innocence ayant la valeur constitutionnelle, et par conséquent, la Cour, en se basant sur cette clause qui a fait appel contre la Décision reprochée, a commis une faute lourde ce qui impose l'annulation de cette Décision et l'organisation des effets juridiques concernant cette affaire.

**d- Dans la faute lourde reliant à la confirmation de la Décision du Conseil du Barreau à Beyrouth qui montre que cette Décision a été prise sans vérification ni justification et contrairement aux procédures utilisées à cet égard et l'absence d'organisation des effets reliant à cette affaire :**

Il s'est avéré d'après le second paragraphe de la quatrième page de la Décision reprochée ce qui suit :

« Il s'est montré qu'en date du 02/05/2023, l'Association a présenté une liste attachée d'une copie des enregistrements vocaux reliant à la clarification de l'appelant par le Conseil du Barreau indiquant que n'importe quelle contradiction entre ce qui est dit oralement et ce qui est écrit dans le procès-verbal est normal ».

Attendu que le troisième paragraphe de la quatrième page mentionne que :

« Il s'est avéré qu'en date du 22/05/2023, l'appelant a présenté une liste où il a disposé tout ce qui s'est déroulé avec les membres du Conseil du Barreau ... en déclarant qu'il existe des contradictions entre les enregistrements vocaux et celles qui sont écrites ... avec l'absence des avocats Marwan Jabr et Wajih Masaad mais ils étaient considérés présents et participants dans la Décision à l'unanimité.

Attendu que le premier paragraphe de la troisième page de la Décision reprochée a mentionné la clause suivante :

« Attendu que les déclarations de l'appelant concernant la contradiction entre quelques expressions présentes dans le procès-verbal des déclarations écrites signé par lui et entre les enregistrements déposés dans le dossier (séparément de la valeur légale de ces enregistrements), mais elles ne causent pas une problématique dans le sens des expressions présentes dans le procès-verbal et n'affectent pas le contenu du procès et les faits mentionnés et par conséquent, ce qui est déclaré par l'appelant de refuser le procès-verbal, objet de la Décision reprochée.

Attendu que la Cour d'appel, en se basant sur cette clause a ignoré deux faits fondamentaux qui ne peuvent pas être rejetés, le premier fait c'est que la Cour a permis au procureur (dans le cas où on considère que la session d'éclaircissements, dans laquelle le droit sacré de la défense du plaignant est protégé) d'inscrire la légitime défense d'une personne et le style du procureur et à sa guise, il choisira ce qui considère nécessaire et fondamental et négligera tout autre instauration qui la

Myrna J. Moutouf  
Myrna J. Moutouf  
Myrna J. Moutouf

20 MARS 2024



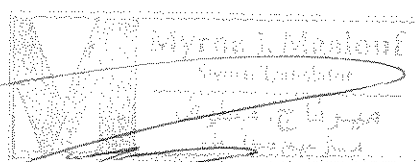
considère non fondamentale ou privée d'intérêt, c'est une faute grave et lourde, en plus l'attention a été appelée sur l'absence de deux membres du Conseil syndical qui sont Wajih Saad et Marwan Jabr de la session dans laquelle, il a été prouvé que la Décision de radier administrativement le Plaignant de la liste d'avocats est publiée bien que d'après l'analyse du contenu de la Décision publiée, il s'est montré que cette Décision est prise à l'unanimité et la Cour a considéré que ce fait est sans intérêt ni effet, et cela est considéré comme une seconde faute grave ayant la même valeur que la première faute, sans oublier qu'il s'est avéré d'après les enregistrements vocaux présentés par l'Association du Barreau à Beyrouth à la Cour et non pas au Plaignant, ce qui signifie qu'on ne peut pas ignorer la valeur légale de la force de preuve des enregistrements, ces enregistrements ont montré sans aucun doute ou soupçon que la Décision de la radiation administrative, sans aucune preuve antérieure ni discussion sur les bases de la Décision et sans donner aucune importance à la légitime défense du Plaignant et il est certain, conformément aux enregistrements présentés par la Cour que la Décision de la radiation administrativement du Plaignant a été prise avant la mise en question de la personne qui publiera et justifiera la Décision. La Cour qui a considéré que tout ce qui est mentionné est sans effet, a commis une faute lourde, ce qui conduira à l'annulation de cette Décision et à l'organisation des effets juridiques concernant cette affaire, et considérer que la décision est prise à l'unanimité en l'absence des deux membres du Conseil aboutira non seulement à l'annulation de la Décision mais aussi à permettre d'organiser des effets juridiques au-delà de cela, et certainement ce sont des mesures qui ne sont pas prises par la onzième Chambre de la Cour d'appel à Beyrouth chargée d'examiner des affaires syndicales.

Attendu que l'absence de discussion entre les membres du Conseil de l'Association d'avocats à Beyrouth, et la prise d'une décision à l'immédiat après la fin de la session de clarification ensuite de convenir à désigner l'un des membres pour la publication et la justification de cette Décision, est considérée une erreur fondamentale pour la violation de la forme fondamentale reliant à l'ordre public avec l'absence de la discussion entre tous les membres du Conseil syndical et la convention sur sa clarification à noter que cette Décision a causé un dommage certain au Plaignant.

A revoir : la Cour de Cassation civile – Décision numéro 108, datée le 15/12/2011 – Gazette de la Justice, numéro 2/2012 – pages 820 et 821.

Attendu que ce fait constitue clairement une violation à la présence obligatoire de discussion entre les membres avant de prendre la Décision ainsi que l'obligation de justifier la Décision concernant la radiation de la liste d'avocats, ce qui forme une faute lourde commise par la Cour d'appel dans sa Décision reprochée, et en cette raison, elle doit être annulée et il faut organiser les effets juridiques reliant à cette affaire.

**e- Dans la faute lourde de la violation du principe de l'impartialité de la Commission responsable du conflit :**



20 MARS 2024

Attendu que le principe de l'impartialité est un principe ayant une valeur constitutionnelle conformément à la jurisprudence du Conseil Constitutionnel français qui a obligé dans plusieurs Décisions à annuler des dispositions législatives qui ont violé ou n'ont pas respecté ce principe.

« 41. Par conséquent et alors même que les décisions de révision prises par les caisses pourraient faire l'objet d'un recours devant le juge aux affaires familiales, le législateur a autorisé une personne privée en charge d'un service public à modifier des décisions judiciaires sans assortir ce pouvoir de garanties suffisantes au regard des exigences d'**impartialité** découlant de l'article 16 de la Déclaration de 1789.

42. Il résulte de ce qui précède que l'article 7 est contraire à la Constitution »

- C.C, 21 mars 2021, Décision numéro 2019-778 DC.

« 9. Dès lors, les dispositions contestées n'opèrent aucune séparation au sein de l'agence française de lutte contre le dopage entre, d'une part, les fonctions de poursuite des éventuels manquements ayant fait l'objet d'une décision d'une fédération sportive en application de l'article L. 232-21 et, d'autre part, les fonctions de jugement de ces mêmes manquements. Elles méconnaissent ainsi le **principe d'impartialité**.

10. Par conséquent, le 3 de l'article L. 232-22 du code du sport doit être déclaré contraire à la Constitution. »

- C.C, 2 février 2018, Décision numéro 2017-688 QPC.

Attendu qu'il est prouvé que d'après les membres de la Cour d'appel chargée d'examiner l'appel du Plaignant, les deux membres du Conseil de l'Association du Barreau à Beyrouth, les avocats Abdo Lahoud et Maysam Younes et qui sont des membres qui ont participé à la prise de Décision de radier administrativement le Plaignant de la liste d'avocats, et en même temps ils étaient des membres de la Cour qui ont vu l'appel présenté par le Plaignant et ont contribué avec les juges judiciaires pour examiner cette affaire et ils ont décidé de refuser l'appel et de confirmer la Décision du Conseil de l'Association du Barreau à Beyrouth.

Attendu que la formation continue d'une Cour constituée de membres impartiaux dans le Conseil syndical ne participants pas à la prise de la Décision appelée est un fait disponible et possible. On pourra faire appel aux membres du Conseil de gouvernance, en d'autres termes, les anciens bâtonniers qui ne participent pas au vote des décisions du Conseil en se basant sur l'article 42 de la loi sur la réglementation de la profession d'avocat numéro 8/1970 ainsi que ses amendements, ajoutons que la Décision est rendue le 18/01/2024, après les élections syndicales qui avaient lieu en novembre 2023 et la rentrée de nouveaux membres au Conseil syndical qui ne participent pas à la prise de la décision appelée.

Maysam Younes

20 JANV 2024

Attendu que les deux membres ont insisté d'examiner la décision rendue qu'ils étaient part en sa prise et le consentement des trois juges de la Cour de leur participation avec eux pour examiner cet appel, ce qui compromet d'une façon flagrante le principe de l'impartialité, et cela est considéré comme une faute lourde ne pouvant pas être ignorée. Il est impossible légalement que l'adversaire soit le juge en même temps et les juges de la Cour devraient veiller à ce que l'Association soit représentée par deux membres de son Conseil qui ne participent pas à prendre la Décision contestée pour garantir un procès équitable pour que le Plaignant soit satisfait de l'impartialité de l'instance qui examine le procès et en particulier, vu que la Décision a accordé un espace pour la déclaration universelle des Droits de l'Homme et le Pacte International relié aux droits civils et politiques.

Attendu qu'il est prouvé qu'il y avait deux des membres de la Cour d'appel qui a publié le jugement, appartenant au Conseil syndical ont participé à prendre la décision de radier administrativement le Plaignant de la liste d'avocats sans mentionner que le Plaignant devait présenter la demande de récusation contre les deux membres de la Cour qu'on doute de leur impartialité car les procédures de récusation reliant aux juges ne s'appliquent pas sur les membres du Conseil des députés pour la formation de la Cour mais le Président et les consultants de la Cour formée des juges devraient refuser la participation des membres mentionnés pour examiner cette affaire et devraient demander de l'Association du Barreau de les échanger avec d'autres membres objectifs mais au cas où ils n'appliquent pas cela, ils auront commis une faute lourde dans leur décision reprochée puisqu'ils ont violé le principe de l'impartialité de l'assemblée chargée d'examiner le conflit et cela conduira à l'annulation de la Décision reprochée en cette raison et l'organisation des effets juridiques concernant cette affaire.

En se basant sur tout ce qui est mentionné ci-dessus,

Ce procès est accepté au fond avec le jugement reliant à sa validité ainsi que l'annulation de la Décision reprochée publiée par la Cour d'appel civile à Beyrouth, onzième Chambre, chargée d'examiner les affaires syndicales, sous le numéro -/2024, en date du 18/01/2024 (fond numéro 26/2023), concernant la faute lourde conformément aux provisions de la clause (4) de l'article 741 du Code des Procédures Civiles et par conséquent de rétablir la situation telle qu'elle était avant la Décision reprochée et de transmettre le procès fondamental à l'une des Chambres des Cours d'appel à Beyrouth pour l'examiner une seconde fois à cause de son annulation en se basant sur les provisions des articles 755 et 756 du Code des Procédures Civiles, en gardant notre droit de demander et d'estimer les réparations matérielles et morales au Plaignant conformément à l'article 754 du Code des Procédures Civiles après le rapport de réception du procès et au cour du procès auprès leur respectueuse instance.

### **3- En la demande de suspension d'exécution :**

Myrta J. Maalouf  
Syndic/Avocate  
20 MARS 2024

Attendu que l'article 749 du Code des Procédures Civiles stipule ce qui suit : « la présentation de l'évocation contre l'Etat ne doit pas suspendre l'exécution du jugement reproché, mais l'assemblée générale a le droit de prendre la décision de la suspension d'exécution ou de l'accepter conformément aux règles et conditions stipulées dans l'article 723 ».

Et en considérant les motifs graves de ce procès ainsi que les effets et les conséquences péjoratifs résultants de l'exécution de la Décision reprochée au-delà des limites possibles et causants les plus graves préjudices au Plaignant et ses mandataires en considérant que cette Décision l'empêche de pratiquer la profession d'avocat d'une façon définitive de la date de son entrée en vigueur, nous demandons de prendre la Décision dans la Chambre du Conseil dès la publication de l'évocation **de suspendre l'exécution de la Décision reprochée et que la décision de la suspension d'exécution soit appliquée à l'immédiat dès son entrée en vigueur.**

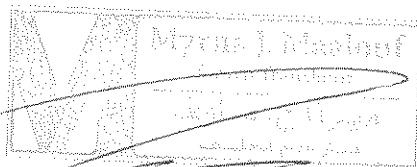
**Pour ces raisons,**

**Pour ce que nous pourrions arrêter plus tard**

**Et pour ce que votre respectueuse assemblée considère comme excuse**

**Le Plaignant présente ce procès en demandant :**

- 1- La prise d'une Décision dans la Chambre du Conseil immédiatement dès la publication de l'évocation, **de suspendre l'exécution de la Décision reprochée** en se basant sur l'article 749 lu conjointement avec l'article 723 du Code des Procédures Civiles et que la décision de la suspension d'exécution **soit appliquée à l'immédiat dès son entrée en vigueur.**
- 2- Accepter le présent procès en sa forme puisqu'elle a respecté le délai légal et est conforme aux conditions de forme.
- 3- Accepter le présent procès en raison de la gravité de ses raisons.
- 4- Accepter le présent procès et le jugement de sa validité à cause de la présence d'une faute lourde en se basant sur l'article 741, clause (4) du Code des Procédures Civiles comme détaillé dans cette évocation, l'annulation de la décision reprochée publiée par la Cour d'appel civile à Beyrouth, onzième Chambre chargée d'examiner les affaires reliant aux loyers et aux guildes sous le numéro 3/2024, le 18/01/2024 (fond numéro 26/2023) et pour rétablir la situation telle qu'elle était avant la décision reprochée pour la revoir à cause de son annulation en se basant sur les provisions des articles 755 et 756 du Code des Procédures Civiles après le rapport de l'acceptation de ce procès et pendant le procès de votre respectueuse instance,



20 MARS 2024

5- Réassurer le Plaignant et inclure toutes les frais, dépenses et les rémunérations au défendeur.

Beyrouth, le 11/03/2024

Avec tout réserve et respect,

Et par délégation,

**Les avocats :**

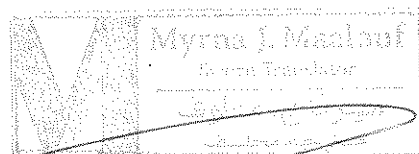
Jad Tohme (Signature)

Najib Farhat (Signature)

Georges Keyrouz (Signature)

Samantha Hajjar (Signature)

Georges Khater (Signature)



20 MARS 2024



نجيب ناجي فرحات

محام بالاستئناف

و

جاه عثمان طعمه

محام بالاستئناف

جانب الهيئة العامة لدى محكمة التمييز الموقرة  
استحضار دعوى بشأن المسؤولية الناجمة عن أعمال القضاة  
مع طلب وقف تنفيذ  
مقدم من

بوكالة المحامين الأساتذة جواد طعمه ونجيب  
فرحات وجورج كيروز وسامنتا الحجار وجورج  
خاطر.

(بموجب وكالتين مرفقتين ربطاً مستند رقم ١ و ٢)

المدعي: الدكتور رامي عليق

ضد

ممثلة بحضور رئيس هيئة القضايا في وزارة العدل

المدعى عليها: الدولة اللبنانية

المطلوب إبلاغها: نقابة المحامين في بيروت.

القرار المشكو منه: القرار الصادر عن محكمة الإستئناف المدنية في بيروت، الغرفة الحادية عشرة،  
الناظرة في قضايا الإيجارات والنقابات، المؤلفة من الرئيس أيمن عويدات  
والمستشارين حسام عطالله وكارلا معماري وعضوا نقابة المحامين في بيروت  
الاستاذين عبدو لحود وميسم يونس، برقم ٣ / ٢٠٢٤ تاريخ  
٢٠٢٤/١/١٨ ( أساس رقم ٢٦ / ٢٠٢٣ ) والذي قضى بما يلي:»

١- قبول الإستئناف شكلاً.

٢- رد الاستئناف أساساً وتصديق القرار المستأنف

٣- رد سائر الأسباب أو المطالب الزائدة أو المخالفة.

٤- مصادرة التأمين وتضمين المستأنف الرسوم والمصاريف والأتعاب.»

(ربطاً صورة طبق الأصل عنه مستند رقم ٣)

الموضوع والسند القانوني للدعوى: الخطأ الجسيم (المادة ٧٤١ بند (٤) أ.م.م.).

أولاً: في الوقائع:

- ١- بتاريخ ٢٠٢٣/٣/٢ أصدر مجلس نقابة المحامين في بيروت قراراً بشطب المدعي الدكتور رامي علق إدارياً من الجدول العام للمحامين.
- ٢- نظراً للمخالفات الفادحة التي شابّت القرار المذكور، في الشكل لجهة عدم تمكينه من ابداء دفاعه ومواجهته بنية مجلس النقابة بشطبه، وفي الأساس لتجاوز مجلس النقابة اختصاصه الوظيفي وضرب مبدأ "حق الدفاع عن النفس"، الأمر الذي يجعلنا أمام مخالفة قانون تنظيم مهنة المحاماة لاسيما المواد ٥٩ و ٩٨ و ١٠٥ منه، كما مخالفة أحكام الدستور اللبناني والمادة ١٠ من الاعلان العالمي لحقوق الانسان والمادة ١٤ من العهد الدولي الخاص المتعلق بالحقوق المدنية والسياسية، إضافة لعدم ثبوت إقتراف المدعي أي فعل شائن يبرر لمجلس نقابة المحامين في بيروت اتخاذ القرار بشطبه إدارياً من الجدول العام للمحامين، ولذلك طعن المدعي بالقرار بتاريخ ٢٠٢٣/٣/٢٩ أمام محكمة الإستئناف المدنية في بيروت النازرة في القضايا النيابية، سنداً لأحكام المادة ٧٩ من قانون تنظيم مهنة المحاماة رقم ١٩٧٠/٨ تاريخ ١٩٧٠/٣/١١ وتعديلاته، وذلك بالدعوى التي حملت رقم أساس ٢٠٢٣/٢٦، طالباً من جُملة ما طلبه، قبول الإستئناف شكلاً وأساساً وفسخ القرار المُستأنف وإبطاله واعتباره كأنه لم يكن وإبطال جميع آثاره ، للأسباب المُقدّمة منه.
- ٣- بتاريخ ٢٠٢٤/١/١٨ صدر القرار المشكو منه منطوياً ومبنيّاً على أخطاء جسيمة ارتكبتها المحكمة التي أصدرته، فكانت هذه الدعوى.

ثانياً: في القانون:

١- في الشكل:

حيث إن الدعوى الراهنة واردة ضمن المهلة القانونيّة ومستوفية سائر شروطها الشكلية المنصوص عليها في المادة ٧٤١ وما يليها أ.م.م، فيقتضي قبولها شكلاً.

٢- في الأساس:

حيث إن المادة ٧٤١ أ.م.م أجازت مُدعاة الدولة بشأن المسؤولية الناجمة عن أعمال القضاة سواء كانوا ممن يتولون الحكم أو التحقيق أو النيابة العامة في جميع الحالات التي يُجيز فيها هذه

المدعاة نصّ خاص وفي عدّة حالات منها " الخطأ الجسيم الذي يُفترض أن لا يقع فيه قاضي يهتم بواجباته الإهتمام العادي" وفق ما ينصّ عليه البند (٤) من تلك المادّة.

وحيث إن محكمة الإستئناف المدنية في بيروت، الغرفة الحادية عشرة، الناظرة في قضايا النقابات، المؤلفة من الرئيس أيمن عويدات والمستشارين حسام عطالله وكمال معماري وعضواً نقابة المحامين في بيروت الأستاذين عبدو لحود وميسم يونس، قد ارتكبت ووقعت في اخطاء جسيمة في قرارها المشكو منه الصادر بتاريخ ٢٠٢٤/١/١٨ بحق المدعي حالياً الدكتور رامي عليق، سنعمد إلى عرضها كالتالي:

أ- في الخطأ الجسيم المتمثل بعدم احترام القرار المشكو منه تسلسل القواعد القانونية المنصوص عليه في المادة ٢ أ.م.م وتطبيقه قاعدة توازي الإجراءات *paralellisme des forms* في غير محلّها وتكريسه سلطة مجلس النقابة بشطب المحامي إدارياً دون سلوك المسار التأديبي رغم انتفاء أي سند قانوني لهذه السلطة لا سيّما أن القانون حدّد أصول وكيفية شطب المحامي وحصر ذلك بالطريق التأديبي:

حيث إن محكمة الاستئناف المدنية في بيروت بغرفتها النقابية، استتبطت في قرارها المشكو منه أن مجلس نقابة المحامين في بيروت يمكنه أن يقرر الشطب الإداري لمحامي عامل ومقيد على الجدول العام استناداً إلى أحكام النظام الداخلي للنقابة وعملاً بقاعدة توازي الإجراءات *paralellisme des forms* على اعتبار أن مجلس النقابة الذي له صلاحية قيد المحامين العاملين في جدول النقابة له الحق بشطبه عند زوال شروط الإنتساب إلى النقابة المحدّدة في المادة ٥ من قانون تنظيم مهنة المحاماة رقم ١٩٧٠/٨ وتعديلاته.

وحيث من المعلوم أن قانون تنظيم مهنة المحاماة هو قانون صادر عن المجلس النيابي في حين أن النظام الداخلي للنقابة يستقي أحكامه وقوته الإلزامية أحكام المادة ٥٩ من قانون تنظيم مهنة المحاماة رقم ١٩٧٠/٨ وتعديلاته التي منحت مجلس النقابة في البند (٢) منها صلاحية: «وضع النظام الداخلي للنقابة وتعديله وسائر الانظمة المتعلقة بالنقابة» ولم تمنحه سلطة ابتداع عقوبات أو صلاحيات زجرية إضافية لم يمنحها المشترع.

وحيث من الثابت إذأ وغير المُجادل فيه أن كل شأن تنظيمي أو قرار يتّخذ مجلس نقابة المحامين في بيروت لا بد وأن يكون تحت غطاء قانون تنظيم مهنة المحاماة ولا يجوز في حال من الأحوال أن يُخالفه أو يتجاوزها، عملاً بقاعدة تسلسل القواعد القانونية المنصوص عليها في المادة ٢ أ.م.م التي تنصّ على أنه: «على المحاكم أن تتقيّد بمبدأ تسلسل القواعد».



وحيث إنه ، وفي هذا الإطار ، سبق لمحكمة الاستئناف المدنية الناظرة بالقضايا النقابية -الغرفة الحادية عشرة- أن أصدرت سابقاً العديد من القرارات التي ترفض فيها إعطاء القرارات الصادرة عن المجالس التأديبية في نقابة المحامين صيغة القرارات المعجلة التنفيذ لمخالفة النظام الداخلي أحكام قانون تنظيم مهنة المحاماة لهذه الجهة، لكن هذه المحكمة عينها سمحت لنفسها في القرار المشكو منه أن تكريس سلطة مجلس نقابة المحامين في ابتداع عقوبة الشطب الإداري وهي بمثابة عقوبة الإعدام المهني دونما وجود نص تشريعي يُجيز لمجلس النقابة ذلك، ومعلوم أن المبدأ العام يشير أنه لا عقوبة دون نص، والمقصود بالنص هو النص التشريعي الصادر عن مجلس النواب وليس النظام الداخلي الذي يجتمع مجلس نقابة المحامين المؤلف من ١٢ عضو لإقراره تحت ستار المادة ٥٩ بند (٢) من قانون تنظيم مهنة المحاماة، إذ من المعلوم أنه لا يمكن تعيين عقوبة إلا بمقتضى القانون على ما نصت عليه المادة ٨ من الدستور تكريساً لمبدأ شرعية الجرائم والعقوبات والذي يطبق في أي ميدان عقابي أو جزري سواء أكان جزائياً أم مسلكياً، ومن نافل القول في ضوء ذلك أنه لا يمكن استنتاج أية عقوبة استنتاجاً بالإستناد إلى قاعدة توازي الإجراءات *paralellisme des forms* لا سيما أن القانون حدّد بدقة كيفية قيد المحامين في جداول نقابة المحامين وكيفية شطبهم منها عبر اتباع المسار التأديبي المنصوص عليه في المادة ٩٦ وما يليها من قانون تنظيم مهنة المحاماة رقم ١٩٧٠/٨ وتعديلاته حيث جعل الشطب من جدول النقابة أقصى عقوبة تأديبية يمكن الحكم بها على محام وفقاً للمادة ٩٩ بند (٤) من نفس القانون، ما يعني أن القانون ليس خالياً من النصّ على أصول وكيفية شطب المحامي كي يُسدّد هذا النقص باللجوء إلى المبادئ العامة كقاعدة توازي الإجراءات على هدي من أحكام المادة ٤ أ.م.م، لا بل إن اللجوء إلى هذه القاعدة من شأنه إتاحة المجال لمخالفة القانون عن طريق تعديّ مجلس النقابة على سلطة واختصاص المجلس التأديبي.

وحيث يُستفاد من كل ما تقدّم أن محكمة الاستئناف بكونها في قرارها المشكو منه إلى أحكام النظام الداخلي لنقابة المحامين في بيروت وإلى الإستنتاج عبر قاعدة توازي الإجراءات *paralellisme des forms* لتكريس سلطة مجلس نقابة المحامين في بيروت بشطب المدعي - وأي محامٍ آخر - إدارياً وبالتالي تصديقها هذا القرار رغم انعدام وجود وجوده لانقضاء أي سند قانوني له، إنّما تكون قد ارتكبت بذلك خطأ جسيماً مُتميّلاً بمخالفتها الفاضحة وتغاضيها الصارخ عن قاعدة تسلسل القواعد القانونية ومبدأ شرعية العقوبات ( خلافاً لأحكام المادتين ٢ و ٤ أ.م.م و المادة ٨ من الدستور) وإفساحها المجال أمام مجلس النقابة للتعديّ على سلطة واختصاص المجلس التأديبي لا بل ممارسة صلاحياته، مما يفرض إبطال قرارها المشكو منه لهذا السبب وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن.

ب- في الخطأ الجسيم المتمثل بصدور القرار المشكو منه بصيغة الأنظمة خلافاً لأحكام المادة ٣ أ.م.م:

حيث إن المادة ٣ أ.م.م تنص على أنه: « لا يجوز للقاضي أن يضع أحكامه في صيغة الأنظمة».

وحيث بالرجوع إلى القرار المشكو منه يتبين أن محكمة الإستئناف التي أصدرته كرّست سلطة مجلس النقابة بشطب المحامين إدارياً بصيغة عامة تطال جميع المحامين وليس المدعي فحسب، فيكون ذلك القرار قد انطوى على خطأ جسيم بصدوره بصيغة الأنظمة خلافاً لأحكام المادة ٣ أ.م.م مما يستوجب إبطاله لهذا السبب وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن.

ج- في الخطأ الجسيم المتمثل ببناء القرار المشكو منه وما قضى به على "الإفترضات" وليس على "اليقين التام" الذي لا يرقى إليه أي شك والواجب توافره للإدانة في القضايا التأديبية وهو ما يتناقض أيضاً مع مبدأ "قربنة البراءة" ذي القيمة الدستورية:

حيث إن القرار المشكو صادر عن مجلس نقابة المحامين في بيروت ويتضمن قراراً إدارياً بشطب قيد المدعي الدكتور رامي عليق من جدول المحامين.

وحيث إن هناك قواعد و ضمانات مُسلم بها لدى ايقاع العقوبات بحق أي شخص كرّسها العلم والإجتهاد الإداريين حتى باتت تُطبّق في جميع القضايا حتى تلك المُتعلّقة بغير موظفي وعاملي الإدارة العامة، على اعتبار أن مبادئ المحاكمة العادلة وحقوق الدفاع تُمثّل حقوقاً طبيعية من الواجب تطبيقها على كل شخص أو هيئة تتخذ تدابير جزئية أو حتى تدابير مؤثرة في حقوق الغير .

Aucune autorité ne semble a priori échapper au respect de ces exigences procedurals lorsqu'elle est amenée à prendre une decision au detriment d'autrui. Enfin, les puissances privies, qu'on désignera ainsi, fautede mieux pour l'instant, ne sont pas à l'écart de ce mouvement de proceduralisation de notre droit. En un mot, chaque fois qu'une personne, qu'elle soit publique ou privée, physique ou morale, exerce un pouvoir au detriment d'autre elle est susceptible d'être contrainte dans son action par une exigence procédurale"

- *Droit processual, Droit commun du procès, Serge Guinchard, Monique Bandrac, Xavier Lagarde et Mélina Douchy, Précis Dalloz, Editiom 2001, N 630*

وحيث إن القاعدة في القضايا الهادفة إلى إيقاع عقوبات بحق الأشخاص هي أن تتحمل السلطة صاحبة القرار العقابي عبء الإثبات ويكون على السلطة صاحبة القرار أن تقدم ملفاً متكاملًا فيه تحليل واضح وموضوعي يتضمن عناصر الإثبات التي تشكل أساساً لهذا القرار.

Par le biais de la communication au juge du dossier et des motifs de l'acte litigieux, la charge de la preuve revient, en partie à l'administration, celle-ci préalablement à toute condamnation, doit réunir les éléments d'information nécessaires, pour fonder sa décision.

George Dellis: droit pénal et droit administratif-L.G.D.J n° 486.

لذا فإن أي عقوبة لا يمكن فرضها إلا بالإستناد إلا إلى اخطاء مسلكية ثابتة بشكل تام ولا يكفي الإستناد إلى مجرد الإستنتاجات.

يراجع لطفاً:

- مجلس شورى الدولة، قرار رقم ٢٠٠٧/٥٦١-٢٠٠٨، تاريخ ٢٠٠٨/٥/٣٠، ماجد عويطات/الدولة.

وحيث إن القاعدة المشار إليها أعلاه مُستَمَدَّة من قاعدة قرينة البراءة المُطبَّقة في أصول المحاكمات الجزائية والتي بموجبها يقع عبء الإثبات على عاتق السلطة الجزائية التي تتولى الإتهام، بحيث تُطبَّق هذه القاعدة حتى في الأصول الإدارية الجزئية أو العقابية، حيث يكون على السلطة الإدارية أن تستجمع عناصر الإثبات اللازمة لإسناد قرارها.

La conséquence principale de la présomption d'innocence dans la procédure pénale est de faire reposer la fardeau de la preuve sur l'autorité pénale de l'accusation...

Par contre, avant l'infliction de la sanction, la présomption d'innocence peut et doit trouver une place dans la procédure administrative répressive... de toute façon, la présomption de légalité ne concerne que des actes déjà produits; elle est donc étrangère à la phase préalable à l'édition de l'acte administratif répressif, au cours de laquelle l'administré poursuivi peut théoriquement jouir de la présomption d'innocence.

En somme, pour apprécier si la garantie en question et respectée en procédure administrative répressive, il est opportun de limiter la

comparaison avec la procédure pénale à la phase préalable au prononcé de la décision répressive.

Op.cit.n° 485 et s

وحيث إنه فضلاً عن ذلك فإن قرينة البراءة تحظر على السلطة التأديبية أن تتسبب مأخذ معيناً إلى صاحب العلاقة في حال الشك أو في حال عدم ثبوت الادانة، ذلك أن العقوبة الادارية لا يمكن فرضها إلا بالإستناد إلى أخطاء مسلكية ثابتة بشكل تام ولا يكفي الإستناد إلى مجرد الاعتقاد أو الفناعات المسبقة.

En outre, la présomption d'innocence interdit normalement à l'autorité répressive de retenir une charge à l'encontre de la personne en cas de doute. En droit pénal, la règle que le doute profite à l'accusé joue pleinement en droit administratif, bien que le juge ne l'évoque pas expressément.

En exigeant que la sanction administrative ne soit prononcée que sur la base de griefs parfaitement établis, sans qu'une simple conviction soit suffisante, le conseil d'Etat arrive à imposer indirectement l'équivalent de l'adage in dubio pro reo.

Op.cit.n° 489

يُراجَع أيضاً:

- مجلس شورى الدولة، قرار رقم ٤١٣/٤-٢٠٠٤-٢٠٠٥، تاريخ ٢٠٠٥/٤/٧، ناسر جرجس فاخوري/الدولة-هيئة التفتيش المركزي ووزارة التربية والتعليم العالي.

وحيث إن المجلس الدستوري اللبناني في قرار رقم ٢٠٠١/٤/٢٩ تاريخ ٢٠٠١/٩/٢٩ قضى بأن: « مبدأ قرينة البراءة وهو من المبادئ المصانة دستورياً ».

يُراجَع لطفاً:

- المجلس الدستوري، قرار رقم ٢٠٠١/٤/٢٩، تاريخ ٢٠٠١/٩/٢٩، طلب إبطال القانون رقم ٣٥٩ تاريخ ٢٠٠١/٨/١٦ (تعديل بعض مواد قانون أصول المحاكمات الجزائية)؛ منشور في الجريدة الرسمية عدد ٤٩، تاريخ ٢٠٠١/١٠/٤، ص: ٤٤٤٧ وما يليها.

وحيث إنه ورد في الحثية الرابعة من الصفحة (١٣) من القرار المشكو منه، ما حرفيته:

«وحيث يتبين من الافادة المودعة في الملف من قبل نقابة المحامين في بيروت أن كثرة أدونات الملاحقة المعطاة بوجه المستأنف وبالباغة ١٥ ، وعدد الشكاوى المتعلقة بالمستأنف التي أحيلت أمام المجلس التأديبي البالغة ٩ وعدد الشكاوى التي لا تزال قيد النظر حتى تاريخ ١٠/٤/٢٠٢٣ ٢٠ البالغة ٢٠، ما يستدل منه أن المستأنف يتغنى بحصانته النقابية غي النزاعات التي يتورط فيها.»

وحيث يتبين من هذه الحثية أن محكمة الإستئناف التي عللت قرارها بأسطر معدودة مقارنة بعرضها المسهب لادلاء الأطراف قد بّنت قرارها المشكو منه والنتيجة التي انتهى إليها برد الاستئناف أساساً وتصديق قرار مجلس النقابة بشطب المدعي من جدول المحامين على مجرد إفتراضات وإستنتاجات بأن هذا الكم من الشكاوى سيؤدي بالنهاية إلى إدانة المدعي علماً أن المدعي أبرز مستندات تثبت رد أقله شكويين من هذه الشكاوى التي تحجج بها مجلس النقابة ولم يتم إعطاء هذه الافادات أي أهمية وكان الشخص بات مداناً حتى تثبت براءته وهو ما يتناقض مع بديهيات قواعد وأصول المحاكمة العادلة على النحو المفضل أعلاه التي تفرض عدم ترتيب المسؤولية المسلكية والمعاقبة التأديبية إلا بناء على اليقين التام المستمد من الأدلة القائمة الثابتة التي لا يرقى إليها أي شك عملاً بمبدأ قرينة البراءة ذي القيمة الدستورية، فتكون محكمة بركونها إلى هذه الحثية الإستئناف بقرارها المشكو منه قد ارتكبت الخطأ الجسيم ووقعت فيه لهذه الناحية مما يوجب إبطال ذلك القرار وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن.

د- في الخطأ الحسيم المتمثل بالمصادقة على قرار مجلس نقابة المحامين في بيروت التي تبين يقيناً أنه اتخذ من دون مذاكرة ولا تعليل وخلافاً للأصول المعتمدة في هذا المجال وعدم ترتيب نتائج على ذلك:

حيث يتبين من الفقرة الثانية من الصفحة الرابعة من القرار المشكو منه ما يلي:

«وتبين أنه بتاريخ ٢٠٢٣/٥/٢ قدمت النقابة للمستأنف عليها لائحة أرفقت رطباً لها نسخة عن التسجيلات الصوتية العائدة لاستيضاح المستأنف من قبل مجلس النقابة موضحة أن أي تباين بين المدلى به قولاً وبين المكتوب في المحضر هو أمر طبيعي».

وحيث إن الفقرة الثالثة من الصفحة الرابعة نفسها تذكر أنه:

"وتبين أنه بتاريخ ٢٠٢٣/٥/٢٢ قدم المستأنف لائحة عرض فيها بعض ما جرى معه مع أعضاء مجلس النقابة ... مدلياً بوجود فوارق بين التسجيلات الصوتية وتلك التي وردت كتابة ... مع تغيب

المحامي مروان جبر وكذلك المحامي وجيه مسعد واعتبارهما حاضرين ومشاركين في القرار بالاجماع  
...".

وحيث إن الفقرة الأولى في الصفحة الثالثة عشرة من القرار المشكو منه أوردت الحيثية التالية:  
" وحيث أن ما يدلي به المستأنف من اختلاف في بعض العبارات المبيّنة في محضر الاستيضاح  
الخطي الموقع منه وبين التسجيلات المودعة في الملف (بمعزل عن القيمة القانونية لهذه  
التسجيلات) إنما لا تثير اشكالية في معنى العبارات المدونة في المحضر، وهي تعتبر غير ذي  
تأثير على مضمون المحضر والوقائع المثبتة فيه، فيرد ما يدلي به المستأنف من طعن بالمحضر  
الاستيضاحي موضوع القرار المستأنف".

وحيث إن محكمة الاستئناف باستنادها إلى هذه الحيثية تكون قد أهملت أمرين جوهرين لا يمكن  
تجاوزهما، الأول أنها أتاحت للمحقق (هذا إذا ما اعتبرنا أن جلسة الاستيضاح هي الجلسة التي جرى  
فيها صيانة حق الدفاع المقدس للمدعي) تدوين دفاع الشخص عن نفسه بالطريقة التي يرتبها  
وبأسلوب المحقق ووفقاً لهواه فيدون ما يستتسب بأنه ضروري وجوهري ويهمل أي إدلاءات أخرى  
يرأها غير جوهرية أو غير ذات فائدة، وهذا خطأ فادح وجسيم، أكثر من ذلك جرى لفت النظر إلى  
غياب عضوين من أعضاء مجلس النقابة عن الجلسة التي ثبت أنه صدر فيها القرار بشطب  
المدعي إدارياً من جدول المحامين، وهما العضوين وجيه مسعد ومروان جبر، في حين أنه من  
مراجعة مضمون القرار الصادر يتبين أنه اتخذ بالاجماع، والمحكمة ارتأت في حيثيتها أن هذا الأمر  
ليس ذي أهمية أو تأثير، وهذا خطأ فادح إضافي لا يقل جسامته عن الخطأ الأول دون أغفال أنه  
ثبت من التسجيلات الصوتية التي قدمتها نقابة المحامين في بيروت إلى المحكمة وليس المدعي  
بمعنى أن القوة الثبوتية للتسجيلات لا يمكن الحديث عن عدم قيمتها القانونية، فهذه التسجيلات  
أظهرت بما لا يدع مجالاً لأي ارتياب أو شك أن قرار الشطب الإداري من دون تعليل مسبق ومن  
دون مذاكرة أو مناقشة لبناءات القرار ومن دون اعطاء أي أهمية لدفاع المدعي عن نفسه، إذ أنه  
ثابت من التسجيلات التي قدمت للمحكمة أن القرار بشطب المدعي إدارياً اتخذ ومن بعدها جرى  
التساؤل عن سيكتب القرار ويعطله. والمحكمة باعتبار كل ذلك أموراً غير ذات تأثير تكون قد وقعت  
في الخطأ الجسيم مما يستوجب إبطال ذلك القرار وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن، خاصة  
وأن اعتبار القرار متخذ بالاجماع في ظل غياب عضوين من أعضاء المجلس يؤدي ليس فقط إلى  
إبطال القرار بل إلى إتاحة المجال لترتيب نتائج قانونية أبعد من ذلك، وهي اجراءات طبعاً وحتماً لن  
تقوم بها الغرفة الحادية عشرة في محكمة الاستئناف في بيروت الناظرة بالقضايا النقابية.

وحيث إن عدم حصول المذاكرة بين أعضاء مجلس نقابة المحامين في بيروت وإتخاذ القرار  
بصورة فورية بعد انتهاء جلسة الاستيضاح ومن ثم الاتفاق على تكليف أحد الأعضاء بكتابة القرار

وتعليقه يتسم بغيب جوهرى لمخالفة صيغة جوهرية تتعلق بالانتظام العام لعدم إجراء المذاكرة بين كافة أعضاء مجلس النقابة والاتفاق على كيفية تعليقه علماً أن هذا القرار ألحق ضرراً ثابتاً وأكيداً بالمدعي.

يراجع : محكمة التمييز المدنية - القرار رقم ١٠٨ تاريخ ٢٠١١/١٢/١٥ - مجلة العدل العدد ٢٠١٢/٢ - الصفحة ٨٢٠ و٨٢١

وحيث إن هذا الأمر يُشكّل مخالفة واضحة لوجوب حصول مذاكرة بين الأعضاء قبل اتخاذ القرار ووجوب تعليق القرار بالشطب عن جدول المحامين وهو ما يؤلّف خطأ جسيماً ارتكبه ووقعت فيه محكمة الإستئناف في قرارها المشكو منه مما يفرض إبطاله لهذا السبب وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن.

#### هـ- في الخطأ الجسيم المتمثل بمخالفة مبدأ حيادية الهيئة الناظرة في النزاع:

حيث إن مبدأ الحياد هو مبدأ ذو قيمة دستورية وفق ما استقرّ عليه اجتهاد المجلس الدستوري الفرنسي الذي قضى في العديد من قراراته بإبطال نصوص تشريعية خالفت هذا المبدأ أو لم تُراعيه.

«41. Par conséquent, et alors même que les décisions de révision prises par les caisses pourraient faire l'objet d'un recours devant le juge aux affaires familiales, le législateur a autorisé une personne privée en charge d'un service public à modifier des décisions judiciaires sans assortir ce pouvoir de garanties suffisantes au regard des exigences d'impartialité découlant de l'article 16 de la Déclaration de 1789.

42. Il résulte de ce qui précède que l'article 7 est contraire à la Constitution»

- C.C, 21 mars 2019 ,Décision n° 2019-778 DC.

«9. Dès lors, les dispositions contestées n'opèrent aucune séparation au sein de l'agence française de lutte contre le dopage entre, d'une part, les fonctions de poursuite des éventuels manquements ayant fait l'objet d'une décision d'une fédération sportive en application de l'article L. 232-21 et, d'autre part, les fonctions de jugement de ces mêmes manquements. Elles méconnaissent ainsi le principe d'impartialité.

10. Par conséquent, le 3 ° de l'article L. 232-22 du code du sport doit être déclaré contraire à la Constitution.»

- C. C, 2 février 2018 ,Décision n° 2017-688 QPC.

وحيث من الثابت أن من عداد أعضاء محكمة الإستئناف الناظرة في طعن المدعي عضوين من أعضاء مجلس نقابة المحامين في بيروت، وهما المحاميين عبدو لحدوم وميسم يونس، وهما من الأعضاء الذين شاركوا باتخاذ القرار بشطب المدعي إدارياً من جدول المحامين، وهما بنفس الوقت كانا من عداد أعضاء المحكمة الذين نظروا بالطعن المقدم من المدعي وشاركوا القضاة العدليين في المذاكرة وتوصلوا الى اتخاذ قرار برد الاستئناف أساساً والمصادقة على قرار مجلس نقابة المحامين في بيروت.

وحيث إن استكمال تشكيل المحكمة من أعضاء محايدين في مجلس النقابة لم يشتركوا في اتخاذ القرار المُستأنف هو أمر متاح ويمكن إذ يمكن الإستعانة في هذا المجال بأعضاء المجلس الحكيميين أي النقباء السابقين الذين لا يشتركون في التصويت على مقررات المجلس سنداً للمادة ٤٢ من قانون تنظيم مهنة المحاماة رقم ١٩٧٠/٨ وتعديلاته، فضلاً عن أن القرار الإستئنافي المشكو منه قد صدر في ٢٠٢٤/١/١٨ أي بعد حصول الإنتخابات النقابية في شهر تشرين الثاني من العام ٢٠٢٣ ودخول أعضاء جدد إلى مجلس النقابة لم يشتركوا في اتخاذ القرار المُستأنف.

وحيث إن إصرار العضوين على النظر بطعن حول قرار كانوا شركاء في اتخاذه وقبول القضاة الثلاثة في المحكمة باشتراكهم معهم في النظر بهذا الطعن انما يتضمن مسأ فاضحاً بمبدأ الحيادية وهو خطأ جسيم لا يمكن التغاضي عنه أو تجاوزه، فلا يستقيم قانوناً أن يكون الخصم هو الحكم في آن معاً وكان حرياً بالقضاة في المحكمة أن يحرصوا على أن تتمثل النقابة بعضوين في مجلسها لم يشاركوا في اتخاذ القرار المطعون فيه ضماناً لمبادئ المحاكمة العادلة ولكي يتوافر في نفس المدعي الارتياح لحيادية الهيئة الناظرة في الدعوى خاصة وأن القرار أفرد مساحات للتويه عن الاعلان العالمي لحقوق الانسان والعهد الدولي الخاص المرتبط بالحقوق المدنية والسياسية.

وحيث من الثابت أن محكمة الإستئناف التي أصدرت الحكم كان في عداد أعضائها عضوين من أعضاء مجلس النقابة الذين شاركوا باتخاذ القرار بشطب المدعي إدارياً من جدول المحامين ولا يرد على ذلك بأن المدعي كان عليه تقديم طلب رد بحق عضوي المحكمة الذين يشك بحيادهما ذلك أن أصول رد القضاة لا تنطبق على أعضاء مجلس النقابة المنتدبين لإكمال تشكيل المحكمة بل كان على رئيس ومستشاري المحكمة من القضاة أن يرفضوا اشتراك العضوين المذكورين معهما بالنظر في القضية وأن يطلبوا من نقابة المحامين استبدالهما بأخرين محايدتين أما وأنهم لم يفعلوا فيكونون قد



اقتروا في قرارهم المشكو منه خطأ جسيماً بمخالفتهم الفاضحة لمبدأ حيادية الهيئة الناظرة بالنزاع مما يفرض إبطال القرار المشكو منه لهذا السبب وترتيب سائر النتائج القانونية بهذا الشأن.

وبناء على كل ما صار بيانه أعلاه،

يقتضي قبول هذه الدعوى أساساً، والحكم بصحتها وإبطال القرار المشكو منه الصادر عن محكمة الإستئناف المدنية في بيروت، الغرفة الحادية عشرة، الناظرة في قضايا النقابات، برقم ٢٠٢٤/ تاريخ ٢٠٢٤/١/١٨ ( أساس رقم ٢٠٢٣/٢٦ )، للخطأ الجسيم سنداً لأحكام البند (٤) من المادة ٧٤١ أ.م.م، وبالتالي إعادة الحال إلى ما كانت عليه قبل القرار المشكو منه وإحالة الدعوى الأساسية إلى غرفة أخرى من غرف محاكم استئناف بيروت للنظر فيها مجدداً بنتيجة الإبطال سنداً لأحكام المادتين ٧٥٥ و ٧٥٦ أ.م.م؛ محتفظين بحقنا في طلب وتقدير التعويض المادي والمعنوي للمدعي سنداً للمادة ٧٥٤ أ.م.م بعد تقرير قبول الدعوى وأثناء المحاكمة امام هيئتك المؤقتة.

### ٣- في طلب وقف التنفيذ:

حيث تنص المادة ٧٤٩ أ.م.م على أنه: «لا يترتب على تقديم الاستحضار ضد الدولة وقف تنفيذ الحكم المشكو منه، إنما يعود للهيئة العامة أن تقرّر وقف التنفيذ أو أن تسمح به وفقاً للقواعد والشروط المنصوص عليها في المادة ٧٢٣».

وحيث بالنظر لجديّة أسباب هذه الدعوى، والآثار والنتائج السلبية التي تترتب على تنفيذ القرار المشكو منه بما يتجاوز الحدود المعقولة ويُلحق أضرار بالمدعي وموكله على اعتبار أن هذا القرار يمنع من ممارسة مهنة المحاماة بشكل نهائي اعتباراً من تاريخ نفاذه، فإننا نطلب اتخاذ القرار في غرفة المذاكرة فور ورود هذا الإستحضار بوقف تنفيذ القرار المشكو منه وعلى أن يكون قرار وقف التنفيذ معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

لهذه الأسباب

ولما قد ندلي به لاحقاً

ولما نراه هيئتك الكريمة عفواً

يتقدّم المدعي بهذا الإستحضار طالباً:

١- اتخاذ القرار في غرفة المذاكرة، فور ورود هذا الإستحضار، بوقف تنفيذ القرار المشكو منه سنداً للمادة ٧٤٩ معطوفة على المادة ٧٢٣ أ.م.م، وعلى أن يكون قرار وقف التنفيذ معجل التنفيذ نافذاً على أصله.

٢- قبول الدعوى الرهنية شكلاً لورودها ضمن المهلة القانونية مستوفية سائر شروطها الشكلية.

٣- قبول الدعوى الرهنية لجدية أسبابها.

٤- قبول الدعوى الرهنية أساساً والحكم بصحتها لتوافر الخطأ الجسيم سنداً للمادة ٧٤١ بند (٤)

أ.م.م.، وفق ما صار تفصيله في متن هذا الإستحضار، وإبطال القرار المشكو منه الصادر عن محكمة الإستئناف المدنية في بيروت، الغرفة الحادية عشرة، الناظرة في قضايا الإجراءات والنقابات، برقم ٢٠٢٤/٣ تاريخ ٢٠٢٤/١/١٨ (أساس رقم ٢٠٢٣/٢٦) سنداً لذلك، وبالتالي إعادة الحال إلى ما كانت عليه قبل القرار المشكو منه وإحالة الدعوى الأساسية إلى غرفة أخرى من غرف محاكم استئناف بيروت للنظر فيها مجدداً بنتيجة الإبطال سنداً لأحكام المادتين ٧٥٥ و ٧٥٦ أ.م.م؛ محتفظين بحقنا في طلب وتقدير التعويض المادي والمعنوي للمدعي سنداً للمادة ٧٥٤ أ.م.م بعد تقرير قبول الدعوى وأثناء المحاكمة امام هيئتك الموقرة.

٥- إعادة التأمين للمدعي وتضمين المدعى عليها النفقات والمصاريف والأتعاب القانونية كافة.

بيروت في ٢٠٢٤/٣/١١

بكل تحفظ واحترام

وبالوكالة

المحامون

سمانتا الحجار



جورج كيروز



نجيب فرجات



جاد طعمة



جورج خاطر

